

3. La reprise doit être générale pour que se résorbent les pressions tendant à l'accroissement du protectionnisme et à l'érosion du système de commerce international.
4. Il faut trouver 70 milliards de dollars pour renflouer les pays en développement non producteurs de pétrole.
5. Les pays endettés devront faire preuve de responsabilité dans la gestion de leur économie avant d'obtenir de nouveaux crédits parce qu'autrement — et je vais le répéter tout à l'heure — les banques commerciales ne seront pas disposées à leur avancer cet argent.
6. Il faut accroître la stabilité des marchés de l'énergie, des produits de base et des devises étrangères.
7. Et par-dessus tout, nous devons nous demander si l'estimation à 70 milliards du coût de rétablissement de l'ordre mondial n'est pas trop basse, particulièrement pour les pays et les millions d'êtres humains qui se trouvent en marge des systèmes mondiaux de commerce et de paiements. Je pense ici, bien sûr, aux plus pauvres des pays en développement.

Il est donc évident que nous ne pouvons nous laisser aller à la complaisance. Un grand nombre de forces interdépendantes sont à l'œuvre. Et les États-Unis doivent absolument assumer leur leadership si nous voulons nous attaquer avec succès à tous ces problèmes. Le Sommet de Williamsburg doit par ailleurs faire renaître l'esprit fondamental de l'internationalisme éclairé. Les participants au Sommet devront manifester collectivement une unité plus profonde, qui déborde les cultures et les continents et suscite la coopération de toutes les démocraties industrielles.

Considérons de nouveau le déficit de la balance des paiements de 70 milliards de dollars auquel, selon M. deLarosière, les pays en développement non producteurs de pétrole devront faire face en 1983. Selon lui, il serait possible de couvrir ce déficit en leur fournissant 50 milliards de dollars en financement de base, essentiellement sous forme d'aide et de prêts officiels, 20 milliards sous forme de crédits additionnels sur les banques commerciales et 12 milliards en provenance du Fonds monétaire international. Ces quelque 82 milliards de dollars permettraient éventuellement à ces pays d'éponger leur déficit et de commencer très modestement à reconstituer leurs réserves.

M. deLarosière serait toutefois le premier à souligner que le déblocage de ces sommes n'est pas encore assuré. Les 50 milliards de dollars de « financement de base » dépendent largement du maintien des fonds d'aide officielle et, en particulier du versement des contributions encore dues à l'Association internationale de développement, organisme subventionnaire affilié à la Banque mondiale. Malheureusement, toutefois, le Congrès américain n'a pas encore approuvé la contribution finale des États-Unis à la sixième caisse de l'Association, contribution dont le montant total a déjà été étalé sur quatre années au lieu des trois prévues à l'origine.

Pour sa part, le Canada a complété sa contribution à cette caisse cette année. L'année prochaine, nous ferons, de concert avec les autres pays donateurs, à l'exception des États-Unis, une contribution additionnelle qui doublera presque le montant de notre quote-part. Et nous encourageons activement les efforts visant à réunir bientôt des fonds suffisants pour garnir la septième caisse de l'Association.